et Savage Harbour. Il y a deux ans, à Savage Harbour, on a décelé un défaut sur le brise-lames. À ce moment-là, si on avait eu 25 000 \$, on aurait pu le réparer, mais on a laissé la situation s'aggraver et bien entendu, le montant de la facture s'est accru. C'est la même chose à Graham's Pond. Là-bas, il coûterait désormais 1 million de dollars, et même plus pour remettre le quai en état. Il est donc temps que le gouvernement consacre des fonds à l'entretien des quais au Canada atlantique.

Quand j'ai été élu en 1988, je m'étais fixé comme priorité d'aider les pêcheurs à faire réparer leurs quais. Je dois admettre aujourd'hui que nous n'avons pas eu tellement de succès. Je le répète, des travaux qui auraient coûté à l'époque environ 25 000 \$ coûteront maintenant 300 000 \$. Pour que les pêcheurs puissent prospérer à l'Île-du-Prince-Édouard et dans le reste du pays, l'on doit tout simplement consentir plus de fonds à l'entretien des quais.

Il y a une autre question que n'aborde pas ce projet de loi, c'est l'application de la loi. Il est vrai que certains articles traitent du pouvoir des agents des pêches, mais on ne fait pas mention du manque de personnel. Au cours des audiences du comité chargé d'étudier le projet de loi, presque tous les témoins ont convenu que le MPO était à court de personnel.

Un témoin, M. Jim Rushton, du Syndicat des pêcheurs et travailleurs assimilés, a déclaré:

Les dix dernières années ont vu le budget pour faire respecter la loi se réduire comme une peau de chagrin. Il faut renforcer les mesures d'application de la loi, ceux qui espèrent ne pas se faire prendre ne se laissent pas intimider par une amende.

Le MPO est à court de personnel, tout le monde s'entend sur ce point. Certains agents des pêches travaillent 20 heures par jour. Un des témoins nous a dit que, dans une région, deux agents des pêches avait la charge de sept quais. Je suis sûr que d'autres régions connaissent ce problème. Il n'y a tout simplement pas assez de personnel pour faire le travail convenablement.

Comme si la situation n'était pas déjà assez grave, le ministère des Pêches et Océans doit maintenant absorber de nouvelles compressions à cause de la piètre gestion financière du gouvernement. Son budget vient d'être amputé de 11 millions. On risque de devoir réduire les dépenses d'immobilisations, les frais de déplacements et les heures supplémentaires. Les agents des pêches ont déjà suffisamment de mal à faire leur boulot sans qu'on leur impose de nouvelles contraintes. Ils savent à quel point leur travail est important, mais ils ne le feront pas si on ne les paie pas.

Initiatives ministérielles

Des témoins ont dit au comité que notre appareil judiciaire présentait également des difficultés. En un mot, les juges et le ministère public n'accordent pas assez d'attention aux délits commis au large de nos côtes. Beaucoup de juges ne considèrent pas les infractions à la réglementation sur les pêches comme des crimes. Pourtant, c'est le seul terme qui convienne, selon moi.

Comment qualifier autrement les actes d'une entreprise forestière qui fait passer un tracteur dans les sources d'une rivière à la saison du frai, détruisant ainsi cette ressource précieuse que sont nos saumons? Comment qualifier autrement le comportement d'un pêcheur qui dépasse son contingent de 100 000 livres ou l'agression d'un capitaine de bateau contre l'agent des pêches qui vient de monter à bord?

• (1630)

D'autres encore estiment que les infractions à la Loi sur les pêches ne font aucune victime. Que se passe-t-il lorsqu'un pêcheur de Georgetown, à l'Île-du-Prince-Édouard, se fait réduire son quota parce que quelqu'un d'autre a pratiqué la surpêche? C'est ce pêcheur de Georgetown qui est la victime du crime.

Ce n'est pas tout. Dans ce même cas, les ressources en poisson diminuent et les travailleurs des usines de conditionnement perdent leurs emplois. C'est un dur coup qui est asséné directement à l'économie de l'est de l'Île-du-Prince-Édouard.

Certains témoins ont demandé pourquoi cette loi ne comportait aucune disposition pour protéger ceux qui dénoncent des infractions. Ce serait particulièrement important pour les employés de sociétés qui enfreignent la loi. Il faudrait leur accorder une certaine protection. Même les pêcheurs ont besoin de protection lorsqu'ils dénoncent leurs collègues qui font de la surpêche ou qui utilisent des filets à mailles trop serrées, et lorsqu'ils témoignent contre eux. M. Evan Walters, de la *Scotia-Fundy Seashore Fishermen's Association*, a dit ceci lorsqu'il a témoigné:

Un programme comme le programme Échec au crime serait efficace. Nous préconisons ce genre de programme depuis deux ou trois ans. L'idée d'une récompense en argent nous plaît beaucoup. Il n'y a rien comme l'argent pour faire avancer la justice.

M. Walters a signalé un certain nombre d'incidents où des pêcheurs se sont fait verser du sucre dans leur réservoir d'essence ou se sont fait crever leurs pneus. Il a mentionné un cas où un pêcheur s'est fait incendier son bateau. Ces gens ont besoin de protection, et il n'y a rien de prévu à cet égard dans ce projet de loi.

Pendant les audiences du comité, on a beaucoup parlé d'amendes minimum et de choses du genre. Un certain nombre de témoins de la côte ouest ont dit qu'ils n'a-